

Organisations Et Activistes Des Droits Humains Demandent De Libérer Maksym Butkevych, Illégalement Condamné Sur Un Territoire Occupé Par La Russie

mercredi 15 mars 2023, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 14 mars 2023).

Le 10 mars 2023, le Comité d'enquêtes de la Fédération de Russie a annoncé la condamnation du défenseur des droits de l'homme et militaire ukrainien Maksym Butkevch, capturé par les Russes l'été dernier lors des combats dans la région de Louhansk, à 13 ans de prison pour des faits entièrement fabriqués. Avec lui, deux autres prisonniers ukrainiens ont également été condamnés - Viktor Pokhozey et Vladyslav Shel - respectivement à 8,5 et 18,5 ans.

Maksym Butkevych est un défenseur des droits humains et journaliste ukrainien, cofondateur du projet « Bez Kordoniv » (*sans frontières*), dont l'objectif est d'aider les demandeurs.euses d'asile et les immigré.es en Ukraine et à lutter contre les discours de haine. Il est également cofondateur du Centre des droits humains ZMINA, de la radio publique *Hromadske*, et a travaillé comme journaliste pour un certain nombre de médias ukrainiens et internationaux (dont la BBC). Il a rejoint les rangs des Forces armées ukrainiennes en mars 2022 et a été capturé en juin dans les districts temporairement occupés de Zolote et Girske (région de Louhansk).

Selon le Comité d'enquête de la Fédération de Russie, la prétendue « Cour suprême de la RPL » (*République populaire de Louhansk*) a déclaré Maksym Butkevych coupable de mauvais traitements envers la population civile, de l'usage de méthodes interdites dans un conflit armé, de tentative de meurtre, ainsi que des dommages intentionnels à la propriété d'autrui : il aurait tiré le 4 juin 2022 au moyen un lance-grenades sur l'entrée d'un immeuble résidentiel à Severodonetsk, dans la région de Louhansk. Aucune preuve n'est actuellement apportée dans cette affaire clairement fabriquée, hormis une « confession » du captif mise en scène et filmée. Selon nos informations, l'unité *Berlingo*, à laquelle appartient Maksym Butkevych, n'a pas été déployée ni n'a participé aux hostilités sur le territoire de Severodonetsk.

Avant le 10 mars, aucune information n'avait été donnée sur les accusations portées contre Maksym Butkevych, qui n'a pu avoir accès ni à un avocat ni à un procès équitable.

La Russie s'opposant à l'admission d'observateurs indépendants dans les lieux de détention qu'elle a créés dans les territoires occupés, aucun contrôle effectif de ses conditions de détention ni précisions sur la manière dont il était traité n'ont pu être obtenus, notamment par les organisations internationales.

Dans le même temps, un certain nombre de médias de propagande russes ont publié des informations manifestement fausses sur Maksym Butkevych, attribuant au défenseur des droits

humains des déclarations qu'il n'a jamais faites et des opinions opposées à celles qu'il a affirmées.

Tout cela témoigne de la fabrication délibérée de l'affaire par les Russes, probablement pour traiter donner des forces armées ukrainiennes l'image de criminels de guerre.

Nous condamnons le recours par la Russie à l'utilisation des prisonniers et prisonnières de guerre à des fins de propagande, nous exigeons qu'il soit mis fin aux poursuites illégales contre Maksym Butkevych et qu'il puisse être échangé, ainsi que d'autres prisonniers et prisonnières de guerre ukrainien.nes.

Nous exigeons que la Fédération de Russie autorise des observateurs internationaux à rendre visite aux prisonniers et prisonnières de guerre et aux otages civils pour surveiller les conditions de leur détention et prévenir leurs mauvais traitements et autres violations de leurs droits.

Nous appelons le président de l'Ukraine, le ministère des Affaires étrangères de l'Ukraine, le commissaire aux droits humains de la Verkhovna Rada de l'Ukraine à continuer d'exercer des pressions sur la Fédération de Russie pour la libération immédiate de tous les citoyens et citoyennes illégalement emprisonné.e.s par le régime d'occupation sous phrases fabriquées.

Nous appelons la communauté internationale à accroître la pression des sanctions contre la Russie pour sa violation du droit international humanitaire et des droits humains.

Organisations signataires :

Assemblée Européenne des Citoyens (AEC)

EPLN (European Prison Litigation Network)

Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU)

Signatures individuelles :

[Signer cet appel](#)

Collectif

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Collectif Solidarité Ukraine

<https://collectifsolidariteukraine.wordpress.com/2023/03/14/des-organisations-et-activistes-des-droit-s-humains-demandent-la-liberation-de-maksym-butkevych-illegalement-condamne-sur-un-territoire-occupe-par-la-russie/>